

TRIBUNE étudiante



ORGANE DES ÉTUDIANTS DU P.S.U. - Numéros 5 et 6 - Janvier-Février 1962 - I NF

UNE SEMAINE DE COMBATS : du 6 au 13 Février 1962

La journée du 6 février 1962, a, semble-t-il, enclenché un processus que ses promoteurs n'osaient concevoir, et qui de fait était totalement imprévisible. Cette journée contre l'O.A.S. était en soi très importante. C'était la preuve que l'Université Française prenait ses responsabilités contre le fascisme, ce que n'avait pas fait l'Université Allemande devant la montée de Hitler. Or, si l'Université ne peut se substituer à la Nation ou au prolétariat, il faut tout de même prendre conscience de ce qu'elle représente cinq millions de travailleurs, ce qui est loin d'être négligeable.

DES SOLIDARITES CLAIREMENT DEFINIES

Sur l'importance de cette journée, l'O.A.S. ne s'est pas trompée. Sa riposte vint dès le lendemain : ce furent les plastiquages du mercredi 7, dont celui de Georges Vedel. La réplique fut immédiate : les syndicats ouvriers, étudiants et enseignants ont lancé la manifestation du 8 février. On sait la sanglante répression policière qui marqua cette journée.

Jamais les alliances nécessaires, les solidarités et les ennemis ne furent plus clairement définis. L'Université s'est retrouvée dans la rue, avec la classe ouvrière, contre le fascisme et la police. C'est ce qui s'est marqué sur un autre plan que sur le plan syndical, aux Assises Anti-fascistes auxquelles appelaient le 11 février la Ligue pour le Rassemblement Anti-fasciste, le F.U.A. et divers autres organismes. Un mouvement de coordination des divers comités anti-fascistes intellectuels, universitaires ou autres, décidés à travailler avec la classe ouvrière, existe maintenant. Ce qui est important, c'est d'abord l'union qui a été réalisée, tant au niveau syndical, le jeudi 8 ou le mardi 13, que sur le plan des Assises où intellectuels communistes, P.S.U., trotskystes ou inorganisés se

sont rencontrés pour militer dans le même mouvement.

Cela signifie d'abord que les intellectuels et l'Université ont, dans leur immense majorité, pris conscience d'eux-mêmes, de leur force et de la nécessité de s'opposer à la réaction. Mais il faut voir que cette prise de conscience s'accompagne d'un juste refus. Il ne s'agit pas pour ces militants de s'enfermer dans un ghetto des intellectuels, considérés comme « la nouvelle classe porteuse de l'avenir de l'humanité ». Les actions communes l'ont prouvé, les intellectuels combattent avec les autres, sur le terrain qui leur est dévolu de par leur position, et aussi dans la rue lorsque cela est nécessaire.

Ce sont ces actions, ces prises de conscience qui ont eu lieu d'abord de façon isolée, puis de plus en plus massivement, qui ont permis l'extraordinaire foule du 13 février. Le peuple est vraiment descendu dans la rue, ce jour là, lui-même. Ce n'était plus une délégation. On a essayé de déformer le sens de cette énorme manifestation. D'abord en faussant les chiffres. Ensuite en prétendant que les gens ne savaient pas pourquoi ils étaient venus. C'est oublier que le peuple français, s'il est capable parfois d'engourdissement, n'aime pas qu'on assassine les travailleurs. Il semble qu'il ait eu - à tort d'ailleurs - une monstrueuse patience depuis 7 ans. Mais l'autre jour, il a dit non, et avec quelle force !

BEAUCOUP DE CHOSES CHANGERONT...

Ce qui était frappant, dans les discours des syndicats comme dans les conversations échangées ça et là dans la foule, c'est le caractère de classe de cette manifestation. Les forces démocratiques se groupaient, se voulaient groupées autour de la classe ouvrière enfin unie. Et celle-ci - un responsable C.F.T.C. l'a dit en son nom - se voulait solidaire des morts algériens du 17 octobre 1961.

Les choses étaient très clairement situées : dans la tradition de combat de la classe ouvrière française. C'est un formidable avertissement qui a été donné au « pouvoir » et aux factieux. A tous les niveaux, malgré de difficultés énormes qu'il serait vain de cacher, l'unité progresse. Cela s'est traduit par une démonstration telle que la France n'en avait connue depuis des dizaines d'années.

Il est probable que beaucoup de choses changeront à cause de cela. Il est possible qu'une véritable alternative à gauche devienne une réalité,

car, enfin, le pays a parlé. Il faut faire en sorte qu'elle se dessine clairement, et étudier les moyens d'atteindre un point de non retour : il faut que le régime gaulliste et le danger fasciste de l'O.A.S. restent les derniers échantillons du long pouvoir de la bourgeoisie en France. Il faut qu'une démocratie véritable, régime de transition vers le socialisme, sans retour possible en arrière, soit instaurée.

F. H.

Tribune étudiante - Numéros 5 et 6 - Janvier-Février 1962